# Messages clés du Forum

FREAO 2026 - Les acquis du Forum

## Session ministérielle — GIRE & ODD 6

**1. La session a conclu que l'Afrique de l'Ouest dispose aujourd'hui d'un cadre régional de gouvernance de l'eau solide et reconnu, fruit de plus de vingt-cinq années d'efforts collectifs.**
Cependant, les prochaines années devront être consacrées à la transformation des acquis institutionnels en résultats concrets pour les populations, grâce à une meilleure mobilisation des financements, à l'innovation, à une gouvernance plus efficace et à une coopération régionale renforcée au service de la sécurité hydrique, de la résilience climatique et du développement durable.

## Financement des infrastructures hydrauliques

**1. Passer des projets identifiés aux investissements réalisés et mettre en évidence le coût de l'inaction**

**2. Faire de la préparation et de la bancabilité des projets la première étape du financement**

**3. Diversifier les financements et construire progressivement une souveraineté financière régionale de l'eau**
Les financements publics et concessionnels restent indispensables, mais doivent être complétés par les fonds climat, financements mixtes, PPP, capitaux privés, obligations vertes et bleues et mécanismes de garantie.

**4. Faire de la gouvernance, de la coordination et du partage des risques des accélérateurs de l'investissement**
Une gouvernance solide et des mécanismes de garantie sont essentiels pour attirer les financements.

**5. Accélérer toute la chaîne « projet – financement – ouvrage – impact » et garantir la durabilité des investissements**
Mobiliser des financements n'est pas une fin en soi : l'objectif est d'obtenir des infrastructures fonctionnelles et des impacts durables.

## Coopération régionale et hydro-diplomatie

**1. Une interdépendance hydrique structurelle**
La quasi-totalité des grands bassins et plusieurs aquifères sont transfrontaliers. Les décisions nationales peuvent donc affecter directement les États voisins, faisant de la coopération régionale une nécessité structurelle.

**2. La « diplomatie des données », gage de confiance interétatique**
La transparence et le partage régulier de données hydrologiques, hydrogéologiques et climatiques fiables sont essentiels pour renforcer la confiance entre États, prévenir les tensions et éclairer les décisions.

**3. Une meilleure gouvernance des aquifères transfrontaliers**
Les eaux souterraines constituent une réserve stratégique face aux sécheresses et à la variabilité climatique. Leur connaissance, leur suivi et leur gouvernance concertée doivent devenir une priorité régionale.

**4. Renforcer les capacités des organisations de bassin**
Les capacités techniques, institutionnelles et financières des organisations de bassin restent inégales et souvent insuffisantes face aux défis croissants : changement climatique, pollution, pressions démographiques, aquifères et infrastructures hydrauliques. Un renforcement ciblé est indispensable pour faire face aux nouveaux enjeux (pollutions, pressions démographiques, risques climatiques).

## NEXUS Eau-Énergie-Alimentation-Environnement

**1. Une opérationnalisation efficace du WEFE nécessite un leadership politique fort et des mécanismes de gouvernance intersectoriels structurés.**

**2. Des instruments de financement hybrides et innovants sont essentiels pour réduire le risque des investissements WEFE et attirer le capital privé.**

**3. L'alignement entre les partenaires techniques, les institutions de recherche et les agences de mise en œuvre est essentiel pour un impact évolutif.**

**4. L'engagement du secteur privé prospère lorsque les projets sont rentables, que les cadres réglementaires clairs incluant la gestion du risque financier et que les capacités sont renforcées.**

## Genre, Jeunesse et Inclusion Sociale

**1. Il existe un écart entre les politiques et leur mise en œuvre.**

Par ailleurs, la dimension du genre et de l'inclusion sociale est absente des politiques et directives relatives aux ressources en eau dans la plupart des pays. Il est donc nécessaire de réduire cet écart entre les politiques et leur mise en œuvre en intégrant systématiquement le genre et l'inclusion sociale dans la gestion des ressources en eau ainsi que dans les politiques et plans d'action, stratégies et programmes relatifs à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (EAH/WASH), avec des mécanismes institutionnels et des dispositifs clairs de responsabilisation et de redevabilité.

**2. Une inclusion véritable et significative exige qu'une proportion importante de femmes, de jeunes et de groupes vulnérables puisse faire entendre sa voix sur les plateformes de décision, accéder à l'information et disposer des compétences ainsi que des capacités numériques nécessaires pour influencer**

Cela leur permet ainsi de contribuer à façonner la gouvernance de l'eau, non seulement en tant que bénéficiaires, mais aussi en tant que leaders, innovateurs et acteurs du changement.

**3. Le genre et l'inclusion sociale doivent être intégrés dans les systèmes régionaux d'information sur l'eau afin de passer des engagements aux résultats mesurables, de favoriser une prise de décision fondée sur des données probantes et de renforcer la redevabilité.**